



EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 15 FEVRIER 2018

Nombre de Conseillers :

En exercice : 77

Présents : 61

Votants : 69 (dont 8 procurations)

Le Conseil Communautaire de Vichy Communauté – Communauté d'Agglomération, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, en session, sous la présidence de **Monsieur Frédéric AGUILERA, Président.**

Présents :

M. Frédéric AGUILERA, Président.

Mmes et MM. E. CUISSET - J.S. LALOY – M. AURAMBOUT - J. GAILLARD - J. KUCHNA - J.M. GERMANANGUE - R. MAZAL – C. BENOIT - A.G. CROUZIER - A. DUMONT - F. GONZALES - J. TERRACOL, Vice-Présidents.

Mmes et MM. F. DUBESSAY (jusqu'à la délibération n°14) – N. RAY – J. ROIG - J.M. GUERRE – J.P. BLANC - C. CATARD – C. SEGUIN – F. SEMONSUT – P. COLAS – R. LOVATY – C. BERTIN – A. CORNE – B. BAYLAUCQ – A. DAUPHIN – H. DUBOSCQ - JY. CHEGUT – MC. VALLAT – JM. LAZZERINI – M. MORGAND – JM. BOUREL – N. COULANGE – M. MONTIBERT – JD. BARRAUD – G. DURANTET - B. AGUIAR – C. FAYOLLE – G. MARSONI – C. DUMONT – M. CHARASSE – F. BOFFETY – M. GUYOT – M. MERLE – A. CHAPUIS - C. BOUARD – P. BONNET – G. MAQUIN – E. VOITELLIER – YJ. BIGNON - B. KAJDAN - M. JIMENEZ – JJ. MARMOL - S. FONTAINE - JL. GUITARD - F. SKVOR - M.J. CONTE – C. LEPRAT – JP. SALAT, Conseillers Communautaires.

formant la majorité des membres en exercice.

Absents ayant donné procuration : Mmes et MM. J. JOANNET à J. GAILLARD - F. DUBESSAY à J. ROIG (à partir de la délibération n°15) - P. SEMET à J.M. GUERRE - J. BLETTERY à N. COULANGE - C. GRELET à C. BENOIT - C. MALHURET à F. AGUILERA - MC. STEYER à G. MAQUIN – MO. COURSOL à M. JIMENEZ - C. POMMERAY à F. SKVOR, Conseillers Communautaires.

Absents représentés par leur suppléant : Mme I. DELUNEL par S. BEAUVOIR, Vice-Présidente.

Absents excusés : M. F. SZYPULA – P. MONTAGNER, Vice-Présidents.

Mmes et M. F. MINARD – F. HUGUET - J. COGNET - A. GIRAUD - E. GOULFERT – W. PASZKUDZKI - Conseiller Communautaire.

Secrétaire : M. J.S. LALOY, Conseiller Communautaire.

Monsieur le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M4,

Vu la délibération N°7 A/ du 15 février 2018 portant acte du rapport 2017 sur la situation en matière de développement durable et le débat qui s'y rapporte,

N°7 D/

OBJET :

DEBAT
D'ORIENTATIONS
BUDGETAIRES
POUR 2018

Rendue exécutoire :

Transmise en Sous-Préfecture

le : 20 FEV. 2018

Publiée ou notifiée

le : 20 FEV. 2018

Vu la délibération N°7 B/ du 15 février 2018 portant acte du bilan intermédiaire du schéma de mutualisation et le débat qui s'y rapporte,

Vu la délibération N°7 C/ du 15 février 2018 portant acte du rapport sur la situation d'égalité entre les femmes et les hommes et le débat qui s'y rapporte,

Vu le document annexé à la convocation et au présent rapport :

- Débat sur les orientations budgétaires pour 2018,

Considérant que dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif, un débat sur les orientations du budget de l'exercice doit avoir lieu au sein du Conseil Communautaire,

Oùï l'exposé sur les orientations budgétaires présenté par Monsieur le Président,

Le Conseil Communautaire ayant débattu,

Prend acte.

Le débat d'orientations budgétaires 2018 (et le document ci-annexé à la présente délibération) sera transmis à M. le Sous-Préfet de Vichy et Madame la Trésorière Principale de Vichy.

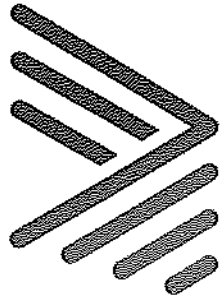
.....
Fait et délibéré, à l'unanimité, en l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, le 15 février 2018.

Les Conseillers Communautaires présents ont signé au registre.

Le Président,

Frédéric AGUILERA





VICHYCOMMUNAUTÉ



Débat d'orientations budgétaires

Conseil Communautaire

Jeudi 15 février 2018

www.vichy-communauté.fr



Débat d'Orientations Budgétaires

- I. Contexte et mesures nationales**
 - Objectifs et dispositions légales concernant le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)
 - Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

- II. Orientations budgétaires pour 2018**
 - *Dispositions budgétaires et comptables générales*
 - *Faits marquants*
 - *Hypothèses pour la prospective 2018-2020*
 - *Rétro et prospective 2015-2020*
 - *BP 2018 – Recettes de fonctionnement*
 - *BP 2018 – Dépenses de fonctionnement*
 - *BP 2018 – Investissement*
 - *BP 2018 – Budgets annexes*
 - *Situation vis-à-vis de l'endettement*



Objectifs et dispositions légales concernant le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)

Selon l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- « Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.
- Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.
- Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus. »

De plus, l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques (LFPF) pour la période 2018-2022 prévoit qu'à l'occasion du DOB, chaque collectivité présente ses objectifs concernant :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement,
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette. Ces éléments prennent en compte le budget principal et l'ensemble des budgets annexes.

Ces obligations s'ajoutent à celles édictées précédemment par l'article L2312-1 du CGCT.



Débat d'orientations budgétaires

I. Contexte et mesures nationales



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 (LFPF) (articles 2.3,4):

Cadrage macro-économique de la LFPF : une augmentation programmée des excédents des collectivités locales

La loi de programmation des finances publiques (LFPF) pour les années 2018 à 2022 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire qui vise la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif se fixe trois principaux objectifs macro-économiques à l'horizon 2022 : une baisse de plus de 3 points de PIB de la dépense publique, une diminution d'1 point du taux de prélèvements obligatoires, une diminution de 5 points de PIB de la dette publique.

Ces objectifs sont déclinés sur les 3 segments du secteur public : les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales (les APUL), les administrations de sécurité sociale.

Pour les APUL :

- **Objectif budgétaire : 0,7 point de PIB d'excédent budgétaire (0,1 en 2017) en 2022 (soit 19,5 milliards €), les dépenses des APUL doivent donc baisser dans le PIB de 1,1 point sur l'ensemble du quinquennat.**
- **Objectif de désendettement : la dette des APUL, de 8,7 points de PIB en 2017, passerait à 5,8 points en 2022.**



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 (articles 13 et 16) :

Pour atteindre ces objectifs, l'Etat s'assure de la contribution des collectivités locales en prévoyant différentes mesures d'encadrement des finances publiques locales.

Des mesures contraignantes sur l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et sur l'évolution du besoin de financement annuel :

- la contribution des collectivités locales au solde des administrations publiques pour l'année 2022 est fixée à 13 milliards €.
- Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette) de 2,6 milliards €.
- Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit être appréciée en fonction d'une trajectoire tendancielle de la dépense locale fixée à **1,2% par an**. Cette évolution qui s'entend inflation comprise (donc 0% en 2018) est calculée en tenant compte des budgets **PRINCIPAUX** et **ANNEXES**.

Les concours financiers de l'Etat sont eux plafonnés jusqu'en 2022 à 48,5 milliards par an en moyenne hors TVA et FCTVA.



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 (article 29) :

Maîtrise des dépenses publiques : dispositifs mis en place pour respecter les objectifs

- **Contractualisation entre Etat et Collectivités**

Les régions, les collectivités de Corse, de Martinique et de Guyane, les départements, la métropole de Lyon, mais aussi les EPCI à fiscalité propre et les communes dont les dépenses réelles de fonctionnement dépassent 60 millions € (sur la base du compte de gestion 2016 du budget principal) doivent conclure un contrat avec le représentant de l'Etat.

Les autres communes et EPCI à fiscalité propre peuvent également le faire sur la base du volontariat.

Ce contrat, conclu au plus tard à la fin du 1er semestre 2018 pour une durée de 3 ans, détermine les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement du budget principal, ainsi que les modalités permettant de les respecter.

Le taux de croissance des dépenses réelles de fonctionnement indiqué dans l'article 13 (1,2%) peut toutefois être modulé à la hausse ou à la baisse en fonction de trois critères : évolution de la population, revenu moyen par habitant, évolution des dépenses réelles de fonctionnement des derniers exercices.

Pour chaque critère, une modulation de 0,15 point pourra s'appliquer au taux, soit une modulation maximale de 0,45 point.



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 (article 29) : Mécanisme de correction

- A compter de 2018, pour les collectivités qui entrent dans le champ de la contractualisation (contrat conclu ou non) et celles hors champ (collectivités volontaires), un constat sera réalisé chaque année sur la base du compte de gestion pour évaluer si l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est respecté.
- En cas de non respect, l'Etat exercera une reprise financière d'un montant de 75% de l'écart constaté entre l'objectif et la réalisation pour les collectivités ayant contractualisé. Cette reprise, ne pouvant excéder 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal, sera réalisée sous forme d'une diminution des mensualités versées par l'Etat aux collectivités (par exemple, le FCTVA, fraction de TICPE pour les départements ou de TVA pour les régions). Les collectivités disposent d'un mois pour faire une observation.
- Pour les collectivités qui entrent dans le champ de la contractualisation mais qui n'ont pas conclu de contrat, la reprise financière passe à 100% (au lieu de 75%) de l'écart constaté entre l'objectif et la réalisation.
- A contrario, si les objectifs sont tenus, les collectivités pourront bénéficier d'une majoration du taux de subvention pour les opérations bénéficiant de la dotation de soutien à l'investissement local (cf. article 157 LFI 2018).



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 (article 29) : Maîtrise de la dépense et de l'endettement local

- Un troisième objectif peut venir s'ajouter aux deux premiers si la capacité de désendettement du budget principal dépasse en 2016 un plafond national de référence.
- Dans cette situation, les collectivités concernées doivent intégrer à leur contrat une « trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement ».
- Elle se définit comme le rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute exprimé en nombre d'années.

| | Plafond national de référence |
|--|-------------------------------|
| ▪ Communes (si DRF > 60 millions €) | 12 années |
| ▪ EPCI à fiscalité propre (si DRF > 60 millions €) | |
| ▪ Départements | 10 années |
| ▪ Métropole de Lyon | |
| ▪ Régions | 9 années |
| ▪ Collectivités territoriales de Corse, Guyane et Martinique | |



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : Transferts financiers de l'Etat aux collectivités

- Une forte progression à périmètre courant pour compenser les dégrèvements de taxe d'habitation Ils incluent la totalité des concours financiers de l'Etat majorés des subventions des autres ministères, les contreparties des dégrèvements législatifs, le produit des amendes de police de la circulation et des radars et les subventions pour travaux divers d'intérêt général ainsi que la fiscalité transférée et le financement des fonds régionaux d'apprentissage.

Leur montant, à périmètre constant, progresse très légèrement en 2018 (101,4 Mds € en 2018 et 100,2 Mds € en 2017, soit +1,2 %). En revanche, il progresse de plus de 3 milliards € à périmètre courant (+ 4,4 %) par rapport à la LFI 2017 pour avoisiner 105 milliards € en 2018.

Cette augmentation s'explique par la prise en charge de la mesure d'exonération progressive par voie de dégrèvement de 80% des foyers contribuables de la taxe d'habitation.

- Les concours financiers de l'Etat, composés des dotations de fonctionnement ou d'investissement à destination des collectivités, présentent une quasi-stabilité pour 2018 (48,2 Mds €, contre 48,6 Mds € en 2017).



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : Dotations de l'Etat

- Le montant global de la DGF est fixé à 27 milliards € pour l'année 2018 (30,8 milliards € en 2017), évolution essentiellement due au transfert d'une fraction de TVA aux régions.
- Ce montant résulte également :
 - d'un abondement de 95 millions € pour financer la moitié de la progression des dotations de péréquation verticale,
 - d'un abondement de 1 million € au titre du fonds d'aide pour le relogement d'urgence (FARU),
 - d'une majoration de 30,8 millions € liée à l'augmentation de la DGF effectivement répartie en 2017 par rapport à la LFI du fait des cas de « DGF négatives »,
 - d'une diminution de 1,6 million € liée au choix de trois départements de recentraliser les compétences sanitaires,
 - de la prise en compte du regroupement des deux départements corses et de la collectivité territoriale de Corse en une collectivité territoriale unique au 1er janvier 2018.



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : Dotations de l'Etat

- L'année 2018 marque la fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics. Il convient néanmoins de noter que la dotation forfaitaire d'une commune continue de fluctuer en fonction de l'évolution de sa population et, le cas échéant, du dispositif d'écrêtement mis en place pour financer, en complément de la baisse des variables d'ajustement, la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR).
- Pour rappel, l'écrêtement s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen par habitant. Cette minoration est plafonnée depuis 2017 à 4 % de la dotation forfaitaire de l'année précédente.
- Enfin, la LFI propose d'élargir l'assiette de 1 milliard € des variables d'ajustement en y incluant la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) du bloc communal. En 2017, confronté à ce même résultat, la DCRTP des départements et régions avait été intégrée à l'assiette.



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : Dotations de l'Etat (articles 157 et 158) Dotation de soutien à l'investissement local

Créée en 2016 puis reconduite en 2017, cette dotation est pérennisée et nommée Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

D'un montant de 615 millions € en 2018 (- 201 M€, soit -25 % par rapport à la LFI 2017), elle est consacrée :

- à de grandes priorités d'investissement identiques à l'année passée auxquelles s'ajoutent les bâtiments scolaires pour permettre aux communes en REP+ de financer les investissements nécessaires au dédoublement des classes de CP et CE1
- au financement des contrats de ruralité.
- Par dérogation, 10% maximum de la dotation pourra être inscrite en section de fonctionnement au titre d'étude préalable ou de dépenses de fonctionnement de modernisation.
- De plus, la LFI prévoit une meilleure information des élus locaux et des parlementaires grâce à la communication de la liste des projets subventionnés, ainsi que du montant des projets et des subventions versées



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : la péréquation (articles 159 et 163)

Péréquation verticale

En l'absence de baisse de DGF en 2018, la LFI revient à un rythme de progression plus modéré des dotations de péréquation intégrées au sein de la DGF. Elle représente 210 millions € en 2018.

Cette augmentation est financée par les collectivités elles-mêmes. Les années précédentes, ce financement se faisait pour moitié au sein de l'enveloppe normée par une diminution des variables d'ajustement et pour moitié par les écarts internes de la DGF. A compter de 2018, celui-ci se fera uniquement par les écarts internes de la DGF.

| En millions € | Montants 2018 | Hausse 2018/2017 |
|---------------------------------------|---------------|------------------|
| GROUPEMENTS | | |
| DGF / Dotation de Péréquation | 1 535 | - |
| COMMUNES | | |
| Dotation nationale de péréquation | 794 | - |
| Dotation de Solidarité Urbaine | 2 201 | + 110 |
| Dotation de Solidarité Rurale | 1 512 | + 90 |
| DÉPARTEMENTS | | |
| Dotation de Péréquation (DPU et DFM*) | 1 493 | +10 |
| FDPTP** | 324 | - |
| TOTAL PÉREQUATION VERTICALE | 7 839 | - 210 |



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : la péréquation

Péréquation horizontale : le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

L'objectif originel d'atteindre une péréquation correspondant à 2% des ressources fiscales du bloc communal (soit 1,2 milliard €) est abandonné. Son montant est figé au niveau de l'année 2018 pour les années à venir.

Par ailleurs, la LFI 2018 ajuste les mécanismes de garantie du FPIC :

Pour unifier les régimes de garantie et revenir rapidement au régime de droit commun du FPIC, la LFI 2018 propose un mécanisme de garantie spécifique aux collectivités :

- perdant l'éligibilité en 2018 ou ayant bénéficié d'une garantie en 2017 (et qui restent inéligibles en 2018) : en 2018, elles percevront 85% du montant perçu en 2017
- perdant l'éligibilité en 2019 ou ayant bénéficié d'une garantie en 2018 (et qui restent inéligibles en 2019) : en 2019, elles percevront 70% du montant perçu en 2018.



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : la fiscalité

- Dégrèvement de la taxe d'habitation

La taxe d'habitation est due par les contribuables occupant un logement au 1er janvier de l'année, que ce soit leur résidence principale ou secondaire.

Le Gouvernement souhaite dispenser 80% des ménages du paiement de la TH sur la résidence principale. Pour ce faire, la LFI instaure, dès 2018, un dégrèvement progressif sur les 3 années à venir sous condition de ressources.

Les ménages remplissant les conditions de ressources, bénéficieront d'un abattement de 30% de leur cotisation de TH de 2018, puis de 65% sur celle de 2019, avec pour objectif d'atteindre les 100% en 2020.

| | | | |
|--------------------------------|-------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| Dégrèvement total d'ici à 2020 | RFR pour une part | Pour les deux 1/2 parts suivantes | Par 1/2 part supplémentaire |
| | 27 000 € | 8 000 € | 6 000 € |



Principales mesures nationales concernant les collectivités pour 2018

Loi de finances pour 2018 : la fiscalité

- Abattement de taxe foncière bâtie pour les magasins

Afin de redynamiser les commerces des centres villes des petites et moyennes communes, la LFI permet aux collectivités de délibérer pour instaurer un abattement de 1% à 15% sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des magasins dont la surface est inférieure à 400 m² et qui ne font pas partie d'un ensemble commercial.

Les communes ou EPCI ayant pris cette délibération pourront en contrepartie augmenter le coefficient multiplicateur de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) pour les magasins dont la surface est supérieure à 400 m² : le coefficient plafond passe de 1,2 à 1,3. En effet, depuis 2012, les communes et les EPCI peuvent moduler le montant de TASCOM en appliquant un coefficient multiplicateur.

- Revalorisation forfaitaire des bases fiscales

Jusqu'à la LFI 2017, chaque année un article fixait le taux de revalorisation des bases de fiscalité directe locale.

A compter de 2018, la revalorisation est fonction de l'inflation constatée (et non prévisionnelle).

Le taux 2018 est celui de l'inflation constatée entre novembre 2016 et novembre 2017, soit 1,24%.

Pour mémoire, le taux de revalorisation 2017 était de 0,4% et 1% en 2016.



Débat d'orientations budgétaires

II. Orientations budgétaires pour 2018



Dispositions budgétaires et comptables générales

Vichy Communauté, c'est :

- Une fiscalité mixte (taxe professionnelle unique + additionnelle)
- Un budget de fonctionnement consolidé à 98 millions d'euros
- Un budget d'investissement consolidé à 76 millions d'euros

Un budget principal et 11 budgets annexes :

- Transports en commun
- Immobiliers d'entreprises
- Portage de repas
- ZAE (zones d'activités économiques)
- PRU (programme de renouvellement urbain) de Presles
- OTI (office de tourisme intercommunal)
- Aéroport Vichy-Charmeil*
- Activités touristiques en Montagne Bourbonnaise*
- SPANC (assainissement non collectif)
- Assainissement
- Abattoir

Budgets annexes pouvant être équilibrés par une subvention du budget principal

Budgets annexes autonomes

En 2018, les budgets Chemins de randonnée et Structures locatives ont été clôturés et intégrés au budget principal et au budget annexe Immobiliers d'entreprises.

* Nouveaux budgets annexes créés en 2018



BP 2018 – Faits marquants

Plusieurs évolutions modifient la structure du budget 2018 par rapport à celui de 2017 :

- Le transfert de l'aéroport Vichy-Charmeil de la ville de Vichy à Vichy Communauté, entraînant la création d'un nouveau budget annexe
- La dissolution du Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique de la Montagne Bourbonnaise et le transfert de ses activités à Vichy Communauté, entraînant également la création d'un nouveau budget annexe
- La création des services communs Espaces verts, Bâtiments et voiries Vichy / Vichy Communauté
- Le transfert de la contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des communes membres à la communauté d'agglomération, pour 16 communes supplémentaires
- L'élargissement de la compétence assainissement collectif et non collectif à l'ensemble des communes de Vichy Communauté
- Le transfert de la piscine du Mayet de Montagne à Vichy Communauté

Ces évolutions modifient la structure budgétaire de Vichy Communauté (hausse des chapitres de charges à caractère général, de charges de gestion courante et de charges de personnel, parallèlement à la baisse des attributions de compensation) mais ne modifient pas son équilibre global.



Hypothèses pour la prospective 2018-2020

- Des taux de fiscalité stables de 2018 à 2020 (pour mémoire pas de hausse depuis 2013),
- Stabilité de la DGF en 2018
- Objectif de stabilité des dépenses afin de préserver une capacité d'investissement,
- A périmètre constant, une amélioration du solde recettes – dépenses de fonctionnement courantes, hors masse salariale, de 500 k€ puis stabilité sur le reste de la période,
- Une masse salariale quasi stable en 2018 de BP à BP (+40k€ environ) en dépit de la prise en compte de la compétence assainissement sur l'entiereté du territoire et des effets reports en année pleine de l'intégration des personnels « ex-CCMB » et « ex-SMAT » puis évolution de 2% par an sur la période,
- Une poursuite du déploiement du PPI sur le budget principal et les budgets annexes : 32M€ au total en dépenses d'équipement et fonds de concours versés (22M€ sur le BP et 10M€ sur les budgets annexes),
- Des recettes d'investissements en hausse grâce à la signature des contrats avec la région et le département, mais aussi à l'encaissement des subventions sur les études axe Allier : 11M€ au total (7M€ environ au BP et 4M€ a minima sur les budgets annexes).



Hypothèses pour la prospective 2018-2020

- L'épargne brute du budget principal est d'un niveau minimum de 5,6 M€ sur la période 2018-2020
- L'épargne nette du budget principal baisse du fait de la mobilisation d'emprunts nouveaux, mais se maintient à 1,7 M€ minimum
- Plus de 85 M€ seraient investis sur la période 2018-2020
- Le fonds de roulement en fin d'exercice est supérieur à 3,5 M€ sur la période
- La capacité de désendettement du budget principal est inférieure à 12 ans (plafond national de référence) sur la période
- Le besoin en financement du budget principal varie de 6,5 M€ en 2018 à 4,4 M€ en 2020, son évolution étant liée à l'autofinancement dégagé chaque année et au volume d'investissement prévu
- Le besoin en financement sur les budgets annexes en 2018 se situe à 2,62 M€ sur le budget assainissement collectif, 1,5 M€ sur le budget transport, 1 M€ sur le budget immobiliers d'entreprises, 3,5 M€ sur le budget PRU.

Rétro et prospective 2015-2020

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Ev° Tx Imp° Ménages | 0,0% | 0,0% | -0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Ev° Tx Imp° CFE | 0,0% | 0,0% | -0,2% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Produit fiscal direct | 21 625 016 | 21 233 246 | 22 524 966 | 22 941 934 | 23 320 969 | 23 706 802 |
| Autres impôts et taxes | 14 388 919 | 15 643 550 | 17 912 920 | 16 480 972 | 16 563 242 | 16 626 464 |
| Dotations et participations | 13 620 171 | 12 210 359 | 12 200 910 | 12 548 181 | 13 269 030 | 13 313 243 |
| Autres produits fct courant | 6 751 110 | 6 847 589 | 7 899 108 | 7 931 854 | 7 931 854 | 7 931 854 |
| Produits exceptionnels larges | 394 628 | 159 114 | 129 552 | 146 173 | 146 173 | 146 173 |
| Produits de Fonctionnement | 56 779 843 | 56 093 858 | 60 667 457 | 60 049 113 | 61 231 268 | 61 723 536 |
| Evolution des charges de fonctionnement | -1,2% | 3,2% | 3,6% | 2,0% | 1,0% | 1,0% |
| Charges fct courant strictes | 31 347 552 | 34 611 412 | 39 553 923 | 40 423 152 | 40 794 164 | 41 172 605 |
| Atténuations de produits | 17 050 222 | 15 477 908 | 12 421 190 | 12 354 601 | 12 354 601 | 12 354 601 |
| Ch. exceptionnelles larges | 117 836 | 41 555 | 163 595 | 315 430 | 315 430 | 315 430 |
| Annuité de dette | 4 405 587 | 4 397 541 | 4 441 646 | 4 982 816 | 5 683 891 | 6 104 917 |
| Ch. de Fonctionnement larges | 52 921 197 | 54 528 415 | 56 580 355 | 58 075 999 | 59 148 086 | 59 947 552 |
| Epargne nette | 3 853 646 | 1 565 443 | 4 067 103 | 1 973 115 | 2 083 183 | 1 775 984 |
| Rec.Inv. hs Emprunt | 1 402 409 | 1 456 624 | 2 366 585 | 10 878 328 | 20 343 292 | 18 853 759 |
| Var Excédent | 478 343 | -1 960 437 | 616 676 | -1 417 573 | 0 | 0 |
| Dép Inv. hs Capital | 5 782 712 | 8 487 486 | 12 637 012 | 24 463 563 | 33 139 000 | 29 515 000 |
| Dép inv. hs Dette | 5 782 712 | 8 487 486 | 12 637 012 | 24 463 563 | 33 139 000 | 29 515 000 |
| Dépenses directes d'équip | 5 381 753 | 7 698 574 | 11 487 816 | 22 359 873 | 31 539 000 | 27 915 000 |
| Fonds de concours | 380 118 | 668 290 | 1 193 517 | 2 063 690 | 1 600 000 | 1 600 000 |
| Opérations pour compte de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres dépenses d'investissement | 20 842 | 130 622 | 155 679 | 40 000 | 0 | 0 |
| Emprunt | 1 000 000 | 3 500 000 | 7 000 000 | 10 194 547 | 10 712 526 | 8 885 257 |
| Variables de pilotage | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
| Produits de fonctionnement | 56 779 843 | 56 093 858 | 60 667 457 | 60 049 113 | 61 231 268 | 61 723 536 |
| Evolution produits de fonctionnement | -1,60% | -1,21% | 8,15% | -1,02% | 1,97% | 0,80% |
| Charges de fonctionnement | 49 843 525 | 51 425 979 | 53 301 625 | 54 387 210 | 54 922 912 | 55 489 650 |
| Evolution chgares de fonctionnement | -1,20% | 3,17% | 3,65% | 2,04% | 0,98% | 1,03% |
| DGF | 10 191 608 | 9 048 863 | 8 903 334 | 9 017 945 | 9 715 781 | 9 741 495 |
| DGF [Var] | -1 015 394 | -1 142 745 | -145 529 | 114 611 | 697 836 | 25 714 |
| Attributions de compensation versée | 13 939 342 | 11 279 657 | 9 101 927 | 8 943 583 | 8 943 583 | 8 943 583 |
| Contribution FPIC | 309 434 | 496 834 | 429 889 | 501 171 | 508 081 | 476 564 |
| Epargne brute | 6 536 319 | 4 667 879 | 7 365 833 | 5 661 903 | 6 308 356 | 6 233 886 |
| Capital | 3 077 672 | 3 102 436 | 3 278 730 | 3 688 788 | 4 225 173 | 4 457 902 |
| Epargne nette | 3 858 646 | 1 565 443 | 4 087 103 | 1 973 115 | 2 083 183 | 1 775 984 |
| Fonds de roulement au 31/12 | 6 103 880 | 4 300 898 | 4 917 573 | 3 500 000 | 3 500 000 | 3 500 000 |
| Encours corrigé (31.12) | 40 010 825 | 41 483 175 | 44 842 716 | 51 379 648 | 57 898 174 | 62 356 703 |
| Encours corrigé (31.12) / Ep brute | 5,8 | 8,9 | 6,1 | 9,1 | 9,2 | 10,0 |
| Besoin de financement (BF) | -2 077 672 | 397 564 | 3 721 270 | 6 505 759 | 6 487 352 | 4 427 356 |



BP 2018 – Recettes de fonctionnement



Budget primitif 2018 – Recettes de fonctionnement

| Chapitre | BP 2017 | CREDITS 2017 | CA 2017 | BP 2018 | BP 2018 / CREDITS 2017 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|
| 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE | 3 339 358,58 | 3 339 358,58 | 3 339 358,58 | 7 996 722,29 | |
| 042 OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 48 400,00 | 347 705,76 | 337 930,75 | 80 695,00 | |
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | 251 903,00 | 251 903,00 | 225 691,86 | 251 903,00 | 0,00% |
| 70 VENTES PROD.FABRIQUES.PRESTATIONS SERV.MARCHANDISE | 5 089 967,92 | 5 089 967,92 | 5 208 453,32 | 5 203 669,92 | 2,23% |
| 73 IMPOTS ET TAXES | 38 222 734,00 | 38 687 153,00 | 40 437 886,43 | 39 418 093,96 | 1,89% |
| 74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 12 098 620,00 | 12 332 850,00 | 12 200 910,49 | 12 546 976,00 | 1,74% |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 2 442 813,00 | 2 492 813,00 | 2 464 963,10 | 2 476 281,00 | -0,56% |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS | 115 000,00 | 176 267,35 | 90 143,63 | 115 000,00 | -34,76% |
| 76 PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | 44 609,25 | 44 608,50 | 0,00 | |
| Total Recettes | 61 608 796,50 | 62 762 527,85 | 64 349 946,66 | 68 089 341,17 | 8,49% |
| Total Recettes Réelles hors résultat reporté | 58 221 037,92 | 59 075 563,52 | 60 672 657,33 | 60 011 923,88 | 1,59% |

- Le chapitre 73 comprend les impôts et taxes et les attributions de compensation négatives versées par les communes.
- Le chapitre 74 comprend notamment les dotations de l'Etat (augmentation estimée à 1,29%, soit 115 k€) et les subventions versées par la Caisse d'allocations familiales (CAF).
- Le chapitre 70 comprend notamment les remboursements des frais de personnel aux budgets annexes, les ventes d'entrée du stade aquatique, les ventes de repas du restaurant universitaire, redevances (part familiale) des crèches et centres de loisirs ainsi que les inscriptions aux écoles de musique.
- Le chapitre 75 comprend les loyers perçus, les recettes liées aux installations sportives ainsi que les recettes « filières » du secteur Déchets ménagers et assimilés.
- Le chapitre 013 comprend les remboursements de personnel mis à disposition, les recettes liées aux emplois aidés et les remboursements sur traitement (arrêt maladie).
- Au chapitre 77, les recettes exceptionnelles inscrites en 2017 correspondent essentiellement à des remboursements d'assurances suite à différents sinistres sur les bâtiments.

Par rapport aux crédits inscrits en 2017, les recettes réelles de fonctionnement inscrites au BP 2018 augmentent de 942 k€, soit 1,59%.



BP 2018 – Taux de fiscalité

| Libellés | Taux 2017 | Taux 2018 |
|--|-----------|-----------|
| Taxe d'habitation - TH | 11,71% | 11,71% |
| Taxe foncière (bâti) - TFB | 0,37% | 0,37% |
| Taxe foncière (non bâti) - TFNB | 2,36% | 2,36% |
| Cotisation foncière des entreprises - CFE | 28,63% | 28,63% |
| Taxe sur les surfaces commerciales (coefficient) - TASCOCM | 1,15 | 1,15 |
| Versement transport - VT | 0,70% | 0,70% |
| Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Vichy, Cusset, Belleverve) - TEOM | 6,75% | 6,75% |

Les taux de fiscalité sont proposés en stabilité en 2018 pour la 6^{ème} année consécutive



BP 2018 – Ressources fiscales (simulations, non notifiées à ce jour par l'Etat)

| | BP 2017 | CREDITS 2017 | Encaissé 2017 | BP 2018 | Hyp Evolution 2018/2017 |
|--|-------------------|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------------|
| TAXE D'HABITATION | 14 106 863 | 14 174 433 | 14 096 017,00 | 14 406 129,37 | 2,20% |
| TAXE FONCIERE - BATI | 436 119 | 439 627 | 441 811,00 | 451 530,84 | 2,20% |
| TAXE FONCIERE NON BATI | 52 709 | 52 675 | 52 698,00 | 53 330,38 | 1,20% |
| TAXE ADDITIONNELLE FONCIER NON BATI | 169 991 | 173 326 | 173 704,00 | 175 788,45 | 1,20% |
| CFE | 7 773 785 | 7 978 487 | 7 977 558,00 | 8 153 064,28 | 2,20% |
| CVAE | 3 799 739 | 3 884 438 | 3 884 438,00 | 3 969 567,00 | 2,19% |
| TASCOM | 1 412 098 | 1 415 604 | 1 951 140,00 | 1 450 000,00 | -25,68% |
| PRODUIT GLOBAL IFER | 485 743 | 485 709 | 468 428,00 | 468 428,00 | 0,00% |
| TEOM POUR VICHY CUSSET BELLERIVE S/ ALLIER | 4 679 825 | 4 671 922 | 4 577 140,00 | 4 632 065,68 | 1,20% |
| TEOM POUR SICTOM | 4 507 770 | 4 483 071 | 4 606 720,00 | 4 662 000,64 | 1,20% |
| PRELEVEMENT SUR LES PRODUITS DES JEUX | 326 905 | 338 773 | 338 773,32 | 338 773,32 | 0,00% |
| ROLES SUPPLEMENTAIRES | | | 1 214 393,00 | | |
| TOTAL HORS ROLE SUPPLEMENTAIRE | 37 751 547 | 38 098 065 | 38 568 427,32 | 38 760 677,96 | 0,36% |
| TOTAL GENERAL | 37 751 547 | 38 098 065 | 39 782 820,32 | 38 760 677,96 | -2,57% |

| | BP 2017 | CREDITS 2017 | Encaissé 2017 | BP 2018 | Hyp Evolution 2018/2017 |
|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------|
| TAXES DE SEJOUR | 80 000 | 80 000 | 55 471 | 80 000 | 44,22% |
| TLPE | 310 000 | 310 000 | 408 509 | 400 000 | -2,08% |
| TOTAL TAXES | 390 000 | 390 000 | 463 979 | 480 000 | 3,45% |

| | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Total Chapitre | 38 141 547 | 38 488 065 | 39 032 406 | 39 240 678 | 208 272 |
| IMPOTS ET TAXES (INCLUS ROLES SUPPLEMENTAIRES) | | | | | 0,53% |



BP 2018 – Compensations fiscales et dotations (simulations, non notifiées à ce jour par l'Etat)

| | BP 2017 | CREDITS 2017 | Encaissé 2017 | BP 2018 | Hyp Evolution 2018/2017 |
|---|-----------|--------------|---------------|--------------|-------------------------|
| ETAT-COMPENSATION SPECIFIQUE A LA TP | 4 767 | 845 | 0,00 | 0,00 | |
| COMPENSATION ETAT POUR TAXE PROFESS. (SALAIRES) | 141 628 | 24 287 | 25 132,00 | 19 946,00 | -20,64% |
| COMPENSATION ETAT POUR TAXES FONCIERES | 4 475 | 912 | 995,00 | 1 000,00 | 0,50% |
| COMPENSATION ETAT POUR TAXE HABITATION | 1 156 962 | 1 252 549 | 1 252 549,00 | 1 307 987,00 | 4,43% |

| | | | | | |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|
| TOTAL COMPENSATIONS | 1 307 832 | 1 278 593 | 1 278 676 | 1 328 933 | 50 257 3,93% |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|

| | BP 2017 | CREDITS 2017 | Encaissé 2017 | BP 2018 | Hyp Evolution 2018/2017 |
|--|-----------|--------------|---------------|--------------|-------------------------|
| DOTATION D'INTERCOMMUNALITE | 1 419 248 | 1 676 189 | 1 676 189,00 | 1 924 950,00 | 14,84% |
| DOTATION DE COMPENSATION GRP DE COMMUNES | 7 220 617 | 7 227 145 | 7 227 145,00 | 7 092 995,00 | -1,86% |

| | | | | | |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| TOTAL DOTATIONS DE L'ETAT | 8 639 865 | 8 903 334 | 8 903 334 | 9 017 945 | 114 611 1,29% |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------------|

| | | | | | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|
| TOTAL FISCALITE, DOTATIONS et COMPENSATIONS | 48 089 244,28 | 48 669 992,32 | 49 214 416,43 | 49 587 555,96 | 373 139,53 0,76% |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|



BP 2018 – Dépenses de fonctionnement



BP 2018 – Dépenses de fonctionnement

| CHAPITRES | BP 2017 | CRÉDITS 2017 | CA 2017 | BP 2018 | BP 2018 / CRÉDITS 2017 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------------|
| 023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 5 253 938,08 | 5 138 846,33 | 0,00 | 10 814 969,93 | |
| 042 OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 2 564 868,65 | 2 816 849,41 | 2 783 043,36 | 2 614 168,65 | |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 9 983 884,50 | 10 101 172,85 | 9 666 602,04 | 9 923 596,00 | -1,76% |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL | 18 505 988,00 | 18 505 988,00 | 18 102 129,26 | 18 551 053,00 | 0,24% |
| 014 ATTENUATION DE PRODUITS | 11 776 504,00 | 12 464 005,00 | 12 421 190,19 | 12 354 601,00 | -0,88% |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 12 298 179,27 | 12 400 332,27 | 11 785 191,59 | 12 315 522,59 | -0,68% |
| <i>Subventions d'équilibre prévisionnelles N</i> | 315 558,98 | 315 558,98 | 20 000,00 | 367 022,46 | |
| <i>Subventions d'équilibre N-1</i> | 684 841,30 | 684 841,30 | 647 058,43 | 629 135,13 | |
| <i>Chapitre 65 hors subventions d'équilibre</i> | 11 297 778,99 | 11 399 931,99 | 11 118 133,16 | 11 319 365,00 | |
| 66 CHARGES FINANCIERES | 1 167 300,00 | 1 277 300,00 | 1 274 669,91 | 1 312 000,00 | 2,72% |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 58 134,00 | 58 134,00 | 51 841,60 | 203 430,00 | 249,93% |
| <i>Subventions d'équilibre prévisionnelles N</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 149 430,00 | |
| <i>Chapitre 67 hors subventions d'équilibre</i> | 58 134,00 | 58 134,00 | 51 841,60 | 54 000,00 | |
| Total Dépenses | 61 608 795,50 | 62 762 627,86 | 56 084 657,95 | 68 089 341,17 | 8,49% |
| Total Dépenses Réelles | 53 763 989,77 | 54 806 952,12 | 53 301 624,59 | 54 660 202,59 | -0,27% |

Des Crédits 2017 au BP 2018, les charges à caractère général (chap 011) baissent de 178 k€.

L'évolution du chapitre 011 est maîtrisée malgré les différents transferts de compétences au 1^{er} janvier 2018. Cela est du à la poursuite des efforts entrepris depuis 2014 et, notamment, de la renégociation des contrats sur le secteur des déchets ménagers et assimilés.

Des Crédits 2017 au BP 2018, le chapitre 012 se stabilise (+0,24% soit 45 k€)

Cf. page suivante *Evolution des dépenses de personnel et des rémunérations*

Des Crédits 2017 au BP 2018, l'évolution du chapitre 65 est de -85 k€ (-0,04%).

Les déficits réels (constatés en 2017) et prévisionnels (déficit 2018 couverts en 2019 par le budget principal) aux budgets annexes sont stables pour 2018. Ce chapitre connaît aussi divers ajustements dont les principaux sont à la hausse (+148 k€ pour la prise de compétence SDIS sur l'ensemble du territoire) et à la baisse (-30 k€ pour le CAVILAM suite à la fin d'une mise à disposition de personnel).

L'évolution des charges exceptionnelles (chap 67) est de +249,93% au BP 2018 par rapport aux Crédits 2017.

Cette forte augmentation est due à l'inscription d'une subvention d'équilibre au budget annexe Aéroport suite à son transfert au 1^{er} janvier 2018.

Des crédits 2017 au BP 2018, les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 146 k€ soit -0,27%.



Evolution des dépenses de personnels et de rémunérations (Dispositions D 2312-3 CGCT)

Des Crédits 2017 au BP 2018, le prévisionnel d'évolution du chapitre 012 s'établit à 0,24% (+ 45 k€).

A contrario, des Crédits 2017 au réalisé 2017, le chapitre 012 devrait évoluer de 2,18% (+ 403,9 k€)

L'effet des transferts de personnels imputable à l'exercice 2018 (effet 2018 ou effet report 2017) est estimé à 178 k€, soit une augmentation retraitée de 1,7% par rapport à la masse salariale exécutée en 2017 (+ 300 k€).

Cette forte évolution, contrastée avec les résultats obtenus depuis 3 ans, s'explique à la fois par :

- des augmentations mécaniques et éléments de pondération incompressibles de la masse salariale (GVT, SMIC, AGT, mesures réglementaires revatorisation des cotisations sociales obligatoires, notamment en matière de retraite ou d'assurance chômage notamment) estimées au « fil de l'eau » à près de 260 k€ pour 2018,
- Les effets reports liés aux mouvements de personnels 2017-2018 et de certains postes à refinancer partiellement au cours de l'année 2018
- Une forte inflexion des effectifs permanents rémunérés en 2018 (estimés à 413 ETP contre 402 ETP en 2017), du fait essentiellement de 17 ETP créés depuis le 1^{er} janvier 2017 par reprise des personnels ex-CCMB, ex-SMAT et reprise de la compétence assainissement au 1^{er} janvier 2018 (effet de 8,6 ETP au titre de 2017, et de 8,5 ETP au titre de 2018).

En dépit d'une réorganisation fonctionnelle de l'établissement au cours de l'année 2017, afin d'accompagner l'exercice et le développement des compétences de notre établissement, effectuée prioritairement à effectifs constants et par redéploiement de personnels, ces hypothèses budgétaires s'accompagnent pour l'année 2018 d'un maintien des efforts de gestion sur les charges de fonctionnement et la masse salariale des non permanents, ainsi que d'une maîtrise des charges fixes de fonctionnement (renégociation des contrats d'assurances statutaires en matière de prévoyance, désaffiliation effective du Centre Départemental de Gestion de l'Allier au 1^{er} janvier 2018, soit -95 k€ en 2018).



Evolution des dépenses de personnels et de rémunérations (dispositions D 2312-3 CGCT)

| | 2015 | 2016 | 2017 | Evolution |
|--|--------------|--------------|--------------|-----------|
| - Rémunération principale titulaires | 5 844 048 € | 7 927 463 € | 10 350 884 € | 30,6% |
| - Rémunération principale non titulaires | 1 986 063 € | 1 731 218 € | 2 010 434 € | 16,1% |
| - Mises à disposition et Indemnités | 181 028 € | 168 884 € | 153 612 € | -9,0% |
| - Cotisations sociales | 1 459 177 € | 1 681 475 € | 2 206 524 € | 31,2% |
| - Cotisations Retraites | 1 533 202 € | 2 016 345 € | 2 678 515 € | 32,8% |
| - Cotisations CNFPT et CDG | 118 327 € | 137 546 € | 157 521 € | 14,5% |
| - Cotisations assurance statutaire | 276 694 € | 276 647 € | 350 340 € | 26,6% |
| - Médecine et pharmacie | 25 099 € | 60 888 € | 3 499 € | -94,3% |
| - Autres Charges (Action sociale) | 159 984 € | 160 182 € | 158 265 € | -1,2% |
| Total Masse salariale | 11 583 622 € | 14 160 648 € | 18 069 592 € | 27,6% |

- L'augmentation des dépenses de personnel de l'ordre de 56% depuis 2015 s'explique en grande partie par les transferts de personnels permanents intervenus dans le cadre des transferts de compétences ou de la mise en œuvre du schéma de mutualisation adopté pour la période 2015-2020, qui a conduit successivement au transfert de 155 ETP depuis le 1^{er} juillet 2015 (pour une masse salariale correspondante estimée à 6 570 k€), dont 65 ETP au titre de l'année 2016 (étape 1 du schéma) et 89 ETP au titre de l'année 2017 (étape 2 du schéma).
- La masse salariale s'est élevée à 18 069 k€ pour l'année 2017, soit un différentiel de fin d'exercice de 436 k€ correspondant à un taux d'engagement de 97,6% du prévisionnel 2017.
- Ce résultat est globalement conforme à l'objectif de maîtrise prolongée de la masse salariale (retraite des transferts), premier poste de dépenses du budget de fonctionnement participant largement à l'équilibre financier de l'établissement, et ce dans la continuité des efforts réalisés et résultats obtenus depuis 2014, particulièrement probants de 2014 à 2016 (-3,6% d'évolution entre 2014 et 2015 et -1,6% sur la période 2015-2016).
- En dépit d'un ralentissement, qui s'explique en grande partie par les effets mécaniques liés à l'évolution de la masse salariale en 2017 (estimés à 1,6% à périmètre constant), ces efforts de gestion se sont poursuivis en 2017 puisque l'inflexion de la masse salariale des personnels permanents retraités des transferts intervenus en 2016 et 2017 (18 069 k€) a été limitée à 1%, alors que les dépenses dédiées à la rémunération des personnels non permanents ont diminué de 8,5% sur la même période.



Evolution des dépenses de personnels et de rémunérations (Articles D 2312-3 CGCT)

- Les orientations retenues en matière de politique RH, qui seront intégrées dans le cadre d'un schéma directeur RH pluriannuel au cours de l'année 2018, conduiront à maintenir ces efforts de gestion au cours des 3 prochaines années, et se traduiront notamment par :
 - un recours toujours aussi limité aux éléments variables compressibles (remplacements, personnels saisonniers ou renforts) afin d'allouer au plus près les moyens humains disponibles sur les périmètres opérationnels jugés les plus prioritaires ou en développement
 - La poursuite du non remplacement partiel des postes laissés vacants au cours de l'année 2017 ou 2018 (10,1 ETP supprimés sur la période, dont 8 ETP au titre de la seule année 2017), en poursuivant la politique visant au développement privilégié de la mobilité interne ainsi que la prise de responsabilité et le développement des compétences des personnels de l'établissement,
 - L'optimisation progressive du fonctionnement de l'administration communautaire en redimensionnant, si nécessaire, certains périmètres fonctionnels et opérationnels, au gré des évaluations régulières réalisées, et ce afin d'autofinancer l'essentiel des mesures incompressibles de la masse salariale.
- Hypothèse de stabilité relative des effectifs permanents en 2018 et 2019 (à périmètre constant de compétences), sur une base prévisionnelle de 413 ETP permanents rémunérés fin 2018 (augmentation prévisionnelle de 1%, retraitée des transferts de personnels), du fait de flux prévisionnels de mobilité externes qui restent limités au regard de la pyramide des agents de l'établissements (moins de 2% en moyenne sur les 2 prochaines années, peu de départs en retraite prévisionnels jusqu'à fin 2018, limités à 1% des effectifs), associé à un GVT stable et dans la moyenne des collectivités de même strate (1,2%).
- Consolidation de la politique RH de l'établissement, déjà très qualitative, notamment en matière de formation (mise en œuvre du plan pluriannuel et mutualisé 2017-2018), d'avancements de grades ou de promotions, mais également de rémunération (déploiement progressif et consolidation du nouveau régime indemnitaire de fonctions réglementaire), ou bien encore d'action et de protection sociales, à adapter aux nouveaux enjeux de couverture sociale et d'amélioration des conditions de travail des personnels.
- Enfin, le travail engagé depuis 2016 d'analyse des politiques RH des 3 communes Vichy, Cusset, Bellerive-sur-Allier et de l'agglomération sera poursuivi afin d'aboutir à l'échelle du territoire à une convergence, à l'horizon de 3 à 4 ans. Cela concerne notamment le temps de travail des salariés afin d'aller vers une harmonisation des durées réelles de travail conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.



BP 2018 - Investissement



BP 2018 – Dépenses et recettes d'investissement

Dépenses d'investissement

| CHAPITRES | BP 2017 | CREDITS 2017 | CA 2017 | BP 2018 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| 001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE | 3 225 575,78 | 3 157 580,37 | 3 157 580,37 | 3 357 905,32 |
| 040 OPE D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 48 400,00 | 347 705,76 | 337 930,75 | 80 695,00 |
| 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 3 103 600,00 | 3 309 600,00 | 3 292 966,97 | 3 823 400,00 |
| 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1 228 201,00 | 2 005 634,20 | 1 240 108,28 | 8 538 100,00 |
| 204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 2 084 549,00 | 2 213 393,00 | 1 778 739,12 | 2 063 690,00 |
| 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 499 750,00 | 2 737 185,20 | 1 831 356,31 | 3 478 974,92 |
| 23 IMMOBILISATIONS EN COURS | 13 290 740,00 | 11 255 834,36 | 7 806 814,03 | 10 342 798,39 |
| 26 TITRES ET VALEURS | 0,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 40 000,00 |
| 27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 6 093 001,90 | 6 098 001,90 | 81 441,91 | 9 771 160,53 |
| 45 COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 392 500,00 |
| Total Dépenses | 50 575 817,68 | 31 184 934,79 | 19 586 937,74 | 41 889 224,15 |
| | | | | Total des dépenses d'équipement (incluant les reports 2017) 24 423 563 € |

Recettes d'investissement

| CHAPITRES | BP 2017 | CREDITS 2017 | CA 2017 | BP 2018 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE | 67 995,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 5 293 938,08 | 5 138 846,33 | 0,00 | 10 514 969,93 |
| 024 PRODUITS DES CESSIONS | 300 000,00 | 294 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 OPE D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 2 401 318,65 | 2 816 849,41 | 2 783 043,36 | 2 614 168,65 |
| 10 RESERVES | 6 499 118,77 | 6 499 118,77 | 5 153 133,60 | 3 481 389,63 |
| 13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 3 582 741,00 | 3 756 678,46 | 1 299 384,39 | 7 184 706,00 |
| 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 13 390 244,17 | 12 677 946,82 | 7 023 211,88 | 17 608 989,95 |
| 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 0,00 | 695,00 | 3 348,67 | 0,00 |
| 23 IMMOBILISATIONS EN COURS | 0,00 | 0,00 | 1 425,52 | 92 500,00 |
| 45 COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 392 500,00 |
| Total Recettes | 51 535 356,08 | 31 184 934,79 | 16 263 547,42 | 41 889 224,15 |

Programme d'investissements 2018 - Dépenses

Volume global sur le budget principal : 24 M€ TTC en dépenses (10 M€ en recettes de subventions et FCTVA), soit 14M€ TTC en charges nettes

| AXES | BP 2018 |
|--|-------------------|
| Développement économique, touristique, sportif et enseignement supérieur | 2 075 147 |
| <i>Dont Stade équestre</i> | <i>1 158 500</i> |
| <i>Dont Plateau d'économie sportive</i> | <i>695 647</i> |
| Axe Allier et affluents, voie verte régionale | 7 581 000 |
| <i>Dont Boucle des Isles et têtes de ponts</i> | <i>3 140 000</i> |
| <i>Dont Rive gauche de l'Allier en cœur urbain entre les deux ponts</i> | <i>3 140 000</i> |
| Infrastructures structurantes | 1 970 000 |
| <i>Dont Boulevard urbain tranche 2</i> | <i>1 770 000</i> |
| Aménagement, habitat, quartiers prioritaires politiques de la ville, amélioration du cadre de vie | 966 000 |
| <i>Dont Guichet unique urbanisme / habitat (rénovation de l'ancienne Trésorerie de Vichy)</i> | <i>600 000</i> |
| Milieux naturels, prévention des risques, déchets, mobilités et assainissement | 2 315 343 |
| <i>Dont Réseau pluvial</i> | <i>1 413 500</i> |
| Développement durable et énergies renouvelables | 1 031 000 |
| <i>Dont TEPCV 2</i> | <i>509 000</i> |
| <i>Dont COCON</i> | <i>422 000</i> |
| Services de proximité | 3 141 400 |
| <i>Dont Ecole de musique intercommunale</i> | <i>2 200 000</i> |
| Aides directes aux communes | 1 461 830 |
| Gros entretien du patrimoine | 2 588 659 |
| Autres dépenses d'équipement | 1 293 184 |
| Total Dépenses | 24 423 563 |



Programme d'investissements 2018 - Recettes

| AXES | BP 2018 |
|---|------------------|
| Développement économique, touristique, sportif et enseignement supérieur | 436 000 |
| Axe Allier et affluents, voie verte régionale | 2 526 000 |
| Infrastructures structurantes | 530 000 |
| Aménagement, habitat, quartiers prioritaires politiques de la ville, amélioration du cadre de vie | 251 000 |
| Milieux naturels, prévention des risques, déchets, mobilités et assainissement | 360 000 |
| Développement durable et énergies renouvelables | 694 000 |
| Services de proximité | 2 280 000 |
| Aides directes aux communes | 0 |
| Gros entretien du patrimoine | 60 000 |
| Autres subventions d'investissement | 440 206 |
| Total Recettes | 7 577 206 |

L'exercice 2018 est une année de démarrage de nouveaux contrats avec les partenaires institutionnels. Ces contrats permettront à Vichy Communauté d'encaisser près de 9M€ de recettes d'investissements sur 2017-2020 :

- Conseil régional Auvergne – Rhône – Alpes : contrat ambition région 2,25M€ sur 3 ans (2017-2019),
- Conseil départemental de l'Allier : près de 6,5M€ sur plusieurs dispositifs :
 - Contrat d'agglomération 2017-2020 : +5M€ au titre de Vichy Communauté
 - Contrat de territoire 2015-2016 avec la CCMB : 330K€
 - Contrat d'aménagement touristique et de développement des activités de pleine nature : 1M€ sur 2017-2020

A noter d'autres aides financières attendues au titre du CPER (contrat de plan Etat-région), mais aussi des fonds européens, des agences de l'Etat (agence de l'eau, ADEME...).

Au final Vichy Communauté prévoit d'encaisser 6,9 M€ d'aides à l'investissement en 2018.



BP 2018 – Dépenses d'équipements tous budgets confondus

| Budget | EP 2017 | CREDITS 2017 | CA 2017 | BP 2018 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Principal | 18 103 240 | 18 212 047 | 12 657 018 | 24 423 563 |
| Assainissement | 1 783 481 | 2 968 857 | 2 313 654 | 4 246 786 |
| Abattoir intercommunal | 1 500 000 | 1 535 423 | 238 228 | 1 113 088 |
| Transports en commun | 756 000 | 756 000 | 333 075 | 3 370 876 |
| Immobiliers d'entreprises | 653 000 | 653 000 | 201 205 | 1 619 430 |
| SPANC | 73 062 | 99 613 | 29 623 | 100 765 |
| ZAE | 4 287 169 | 4 287 169 | 110 591 | 4 554 340 |
| Portage de repas | 16 318 | 16 318 | 1 695 | 41 001 |
| PRU de Presles | 600 000 | 600 000 | 247 948 | 4 300 000 |
| Office de tourisme intercommunal | 0 | 0 | 0 | 3 000 |
| Aéroport Vichy-Charmeil | 0 | 0 | 0 | 69 000 |
| Activités touristiques en Montagne Bourbonnaise | 0 | 0 | 0 | 415 000 |
| Total Dépenses | 27 772 270 | 29 128 427 | 16 133 038 | 44 256 849 |



Synthèse de la PPI 2017-2022 (Grands projets) – Budget principal et principaux budgets annexes

| BUDGET | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | TOTAL € TTC |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| BUDGET PRINCIPAL | | | | | | | |
| dépenses | 13 641 001 | 23 130 379 | 33 139 000 | 29 515 000 | 25 850 000 | 18 800 000 | 144 075 380 |
| recettes | 1 960 611 | 7 197 000 | 15 687 000 | 14 732 500 | 16 710 000 | 11 817 000 | 68 104 111 |
| Net | 11 680 390 | 15 933 379 | 17 452 000 | 14 782 500 | 9 140 000 | 6 983 000 | 75 971 269 |
| dépenses | 0 | 2 680 000 | 500 000 | 2 150 000 | 100 000 | 300 000 | 5 730 000 |
| recettes | 0 | 2 050 000 | 0 | 2 000 000 | 0 | 0 | 4 050 000 |
| Net | 0 | 630 000 | 500 000 | 150 000 | 100 000 | 300 000 | 1 680 000 |
| dépenses | 125 000 | 2 700 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 825 000 |
| recettes | 0 | 1 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 150 000 |
| Net | 125 000 | 1 550 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 675 000 |
| dépenses | 500 000 | 4 300 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 3 300 000 | 2 200 000 | 18 300 000 |
| recettes | 0 | 1 000 000 | 2 600 000 | 4 000 000 | 2 200 000 | 800 000 | 10 600 000 |
| Net | 500 000 | 3 300 000 | 1 400 000 | 0 | 1 100 000 | 1 400 000 | 7 700 000 |
| dépenses | 14 266 001 | 32 810 379 | 37 639 000 | 35 665 000 | 29 250 000 | 21 300 000 | 170 930 380 |
| recettes | 1 960 611 | 11 397 000 | 18 287 000 | 20 732 500 | 18 910 000 | 12 617 000 | 83 904 111 |
| Net | 12 305 390 | 21 413 379 | 19 352 000 | 14 932 500 | 10 340 000 | 8 683 000 | 87 026 269 |
| Taux de subventionnement | 14% | 35% | 49% | 58% | 65% | 59% | 49% |



BP 2018 - Budgets annexes



Budgets annexes 2018

I/ Budgets annexes économiques

- Immobiliers d'entreprises :

- Ce budget annexe est dépendant d'une subvention d'équilibre du budget principal (550 k€ versés en 2017). Pour 2018, 1,6 M€ de dépenses d'investissement seront prévues dont 800 k€ correspondent à des travaux sur le site des Graves à Cusset (Giat Manhurin – Projet Reinhausen). Les autres dépenses d'investissement correspondent à des travaux sur les bâtiments économiques communautaires notamment des travaux de réfections des locaux.
- Un emprunt de 1,82 M€ (recette d'investissement) est prévu en 2018. Pour mémoire, en 2017, aucun emprunt nouveau n'a été souscrit sur ce budget.
- Les charges à caractère général sont en hausse de 7,83 % soit 61 k€ en 2018; les frais de personnel sont en baisse de 3,62 %; les intérêts de la dette sont en baisse de 10,53 % (80 k€).
- Les recettes de fonctionnement sont en baisse (-13,15%) par rapport au prévisions du BP 2017, notamment à la suite du départ d'un locataire ayant acquis un terrain sur la zone d'activité du Bioparc. Les recettes locatives représentent 2,39 M€ en 2018. Le taux d'occupation moyen de l'immobilier d'entreprises est prévu autour de 85%.
- Le plateau de 1015 m² (Atrium) jusqu'ici occupé par un call-center sera affecté à un projet d'espace d'initiatives digitales (Pépinière numérique) dont les travaux et charges d'exploitation sont inscrits au budget 2018.
- La charge de la dette de ce budget est toujours importante, 750 k€ de remboursement en capital en 2018.
- Depuis le 1^{er} janvier 2018 le budget annexe Structures Locatives est ciôs et intégré au budget annexe Immobiliers d'entreprises.

- Abattoir : Pour 2018, 1,11 M€ de dépenses d'investissement sont prévues pour la finalisation des travaux débutés en 2017 sur le hall d'abattage et une partie des stabulations en prévision de la vente à la fin du premier semestre 2018 au profit de la coopérative SICABA / société HASSENFORDER. Un emprunt de 200 k€ a été souscrit en 2017 pour financer les travaux de remises aux normes.



Budgets annexes 2018

I/ Budgets annexes économiques

- Zones d'Activités Communautaires : Pour mémoire, il s'agit d'un budget de stock de terrains.

Environ 4,55 M€ de dépenses réelles de travaux et d'entretien de terrains.

Notamment :

- 2,6 M€ pour l'acquisition foncière du site de Montpertuis, et 100 k€ d'études. En contrepartie 2 M€ de subvention au titre du Contrat de Plan Etat-Région seront versés dès que la vente sera réalisée. Cette dépense et cette recette font l'objet d'un report de 2017 sur 2018 en raison du retard pris dans la dépollution du site par Nexter.
- 1,6 M€ de travaux et d'entretien de terrains des 12 autres zones d'activités communautaires prévus en 2018 (voirie, espaces verts, éclairage public, renforcement des réseaux).
- Des cessions de terrains sont prévues à hauteur de 210 k€ en 2018 sur les zones d'activités du Bioparc, des Ancises et du Coquet.

L'annuité de la dette est prévue à 495 k€, répartis en 360 k€ en capital et 135 k€ en intérêt. **Ce budget est équilibré par une avance remboursable du Budget Principal.**

- PRU Presles :

- Budget de stock de terrains équilibré à 4,3 M€ par une avance remboursable du Budget Principal.
- Les 4,3 M€ de dépenses d'investissement inscrits correspondent aux travaux du PRU de Presles qui débiteront en 2018.
- Des recettes d'investissement (subventions) sont prévues à hauteur de 1M€ en 2018.



Budgets annexes 2018

III/ Budget annexe Transports en commun

Pour la 2^{ème} année consécutive, un excédent de la section de fonctionnement de l'ordre de 150 k€ est prévu.

- **Fonctionnement :**

Les charges à caractère général sont en augmentation de 915 k€ (5,3 M€) par rapport au BP 2017 , dont 829 k€ liés à l'intégration des services scolaires et réguliers de l'ex territoire de la CCMB. Le nouveau contrat de DSP du réseau de transport urbain pour 2018-2026 démarrera au 1^{er} septembre 2018, et générera une actualisation sur l'exercice 2019 (base 3 M€ annuels en € constant). En recettes, le chapitre 74 augmente de 700 k€ liés à l'intégration des services scolaires et réguliers de l'ex territoire de la CCMB (subvention de la région). Le produit du versement transport est prévu stable en 2018 par rapport au produit encaissé en 2017 (3,46 M€).

- **Investissement :**

Les dépenses d'investissement sont prévues autour de 3,37 M€ en 2018, dont notamment :

- 2,85 M€ dédiés au projet de dépôt de bus
- 300 k€ pour le pôle d'échanges intermodal secondaire de Cusset
- Un emprunt nouveau de 1,8 M€ environ est prévu pour équilibrer la section d'investissement



Budgets annexes 2018

III/ Budgets annexes assainissement (assainissement collectif et non collectif)

A titre de rappel, les 2 budgets annexes assainissement sont autonomes et s'équilibrent par leurs recettes propres.

- Assainissement collectif :

- Ce budget annexe ne dispose plus des réserves constituées sur la période 2010-2015 (fonds de roulement de 300 k€ environ au 31/12/17) et doit donc dégager un autofinancement suffisant pour financer ses dépenses d'équipement et recourir à l'emprunt. Pour mémoire, un emprunt bancaire d'1 M€ a été souscrit en 2016 sur ce budget et aucun emprunt en 2017.
- Les charges à caractère général sont en baisse de -4,41 % par rapport aux BP 2017 soit -112 k€ (2,43 M€) alors même qu'elles intègrent de nouvelles charges de fonctionnement pour l'ex territoire de la Montagne Bourbonnaise.
- Les charges de personnel sont prévues en augmentation de 12,20 % soit 159 k€ (1,46 M€).
- Les recettes de la redevance sont stables (5,9 M€).
- 4,25 M€ de dépenses d'investissement (incluant 81 k€ de report 2017) sont prévues pour 2018.

- Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) :

- Les dépenses de fonctionnement sont prévues en augmentation de 70 k€ par rapport au budget 2017 (139 k€), les charges à caractère général augmentent de 70 k€ et les autres dépenses sont globalement stables ou en légère diminution.
- Les recettes de fonctionnement sont prévues en augmentation de 78 k€ par rapport au budget 2017 (148 k€).
- L'augmentation dépenses-recettes provient de l'harmonisation avec le territoire de l'ex CCMB où le nombre d'installations SPANC est de 3 000 unités (contre 2 600 sur l'ancien territoire de l'ex VVA).
- Les crédits de dépenses d'investissement sont prévus en augmentation de 1,16 % par rapport aux crédits 2017 (100 k€).



Budgets annexes 2018

IV/ Autres budgets annexes

- Portage de repas :
 - Budget annexe du service portage de repas à domicile pour le maintien à domicile des personnes âgées de l'ex territoire de la Montagne Bourbonnaise
 - Budget annexe présentant un excédent d'exploitation de 25 k€ au 31/12/2017.
 - Budget équilibré à 142 k€ en fonctionnement
 - 41 k€ de dépenses d'investissement
 - Pas de dette sur ce budget

- Office de tourisme intercommunal :
 - Budget de promotion touristique du territoire communautaire
 - Budget annexe présentant un excédent d'exploitation de 35 k€ au 31/12/2017.
 - Budget de 246 k€ équilibré par une subvention du Budget Principal de 65 k€
 - Dépenses de fonctionnement composées essentiellement de 99 k€ de charges à caractère général et 145 k€ de charges de personnel
 - Recettes de fonctionnement composées essentiellement de 80 k€ de taxe de séjour



Budgets annexes 2018

IV/ Autres budgets annexes

- Activités touristiques en Montagne Bourbonnaise:

- Création d'un budget annexe en 2018 à la suite du transfert des activités du SMAT de la Montagne Bourbonnaise, dédié notamment à l'exploitation des sites de la Loge des garde, du plan d'eau de Saint Clément, du Montoncel et de la Maison du Verrier
- Budget équilibré à 131 k€ en fonctionnement par une subvention du budget principal de 65 k€.
- 415 k€ de dépenses d'investissement principalement liées au contrat d'aménagement touristique en partenariat avec le Conseil Départemental de l'Allier.
- Un recours à l'emprunt prévu à hauteur de 147 k€ pour 2018.

- Aéroport Vichy – Charmeil

- Création d'un budget annexe à la suite du transfert de compétence de la ville de Vichy relatif à l'exploitation de l'aéroport Vichy - Charmeil
- Budget de fonctionnement de 239 k€ équilibré par une subvention du Budget Principal de 149 k€
- Dépenses de fonctionnement composées essentiellement de 91 k€ de charges à caractère général et 75 k€ de charges de personnel
- Recettes de fonctionnement composées essentiellement de 82 k€ de redevances d'usages
- 69 k€ de dépenses d'investissement, essentiellement composées de travaux à hauteur de 59 k€



Situation vis-à-vis de l'endettement



Dette consolidée au 31/12/2017

| BUDGETS | VICHY COMMUNAUTÉ | | | | | | VICHY COMMUNAUTÉ | | | | | |
|----------------------------------|--------------------|----------------------|----------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|----------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------|--|
| | 2016 | | | 2017 | | | Estimation 2018 (hors flux nouveaux) | | | | | |
| | CRD fin d'exercice | CRD début d'exercice | Capital amorti | Intérêts (hors icne) | Annuité payée au cours de l'exercice | CRD fin d'exercice | CRD début d'exercice | Capital amorti | Intérêts (hors ICNE) | Annuité payée au cours de l'exercice | CRD fin d'exercice | |
| Principal | 40 993 634,49 € | 41 121 445,76 € | 3 278 729,96 € | 1 229 826,11 € | 4 508 556,09 € | 44 842 715,78 € | 44 842 715,78 € | 3 688 788,24 € | 1 255 620,35 € | 4 944 408,59 € | 41 153 927,54 € | |
| Assainissement | 11 712 022,20 € | 11 712 022,20 € | 974 074,92 € | 289 527,30 € | 1 273 612,22 € | 10 737 947,28 € | 10 737 947,28 € | 985 682,28 € | 266 313,63 € | 1 281 985,91 € | 9 742 265,00 € | |
| Abattoirs | 29 934,35 € | 29 934,35 € | 14 967,18 € | 0,00 € | 14 967,18 € | 214 967,17 € | 214 967,17 € | 44 731,92 € | 545,81 € | 45 277,73 € | 170 235,25 € | |
| Transports | 524 194,65 € | 524 194,65 € | 36 453,47 € | 10 504,73 € | 46 959,20 € | 487 741,18 € | 487 741,18 € | 36 817,45 € | 10 706,93 € | 47 526,38 € | 450 923,73 € | |
| Immobilier d'Entreprises | 17 542 320,49 € | 17 542 320,49 € | 874 899,50 € | 693 974,11 € | 1 568 873,62 € | 18 667 420,95 € | 16 813 130,20 € | 895 111,06 € | 663 902,46 € | 1 559 013,52 € | 18 318 019,14 € | |
| Zones d'Activités Communautaires | 3 648 834,33 € | 3 648 834,33 € | 340 155,93 € | 112 557,24 € | 452 713,08 € | 3 308 678,50 € | 3 308 678,50 € | 340 028,93 € | 119 981,04 € | 460 009,87 € | 2 968 649,67 € | |
| Structures Locatives - CCMB | 0,00 € | 159 027,32 € | 13 318,07 € | 2 421,65 € | 15 739,72 € | 146 709,25 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| Smat (à compter du 01/01/2018) | | | | | | | 74 884,62 € | 18 732,18 € | 1 774,55 € | 20 506,73 € | 56 152,44 € | |
| | 74 450 940,60 € | 74 737 779,09 € | 5 532 598,95 € | 2 348 821,14 € | 7 881 420,09 € | 76 405 180,11 € | 76 480 064,73 € | 6 019 891,96 € | 2 318 846,77 € | 8 338 738,73 € | 70 460 172,77 € | |

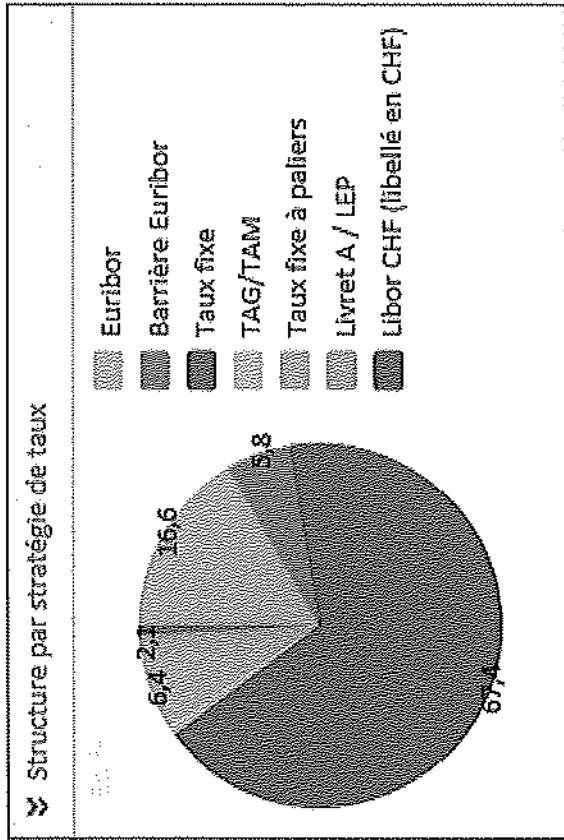
Deux emprunts nouveaux en 2017 : 7 M€ sur le budget principal et 200 k€ sur le budget annexe abattoir, soit une augmentation de l'endettement consolidé de 1,7 M€.

Pour mémoire, 3 M€ ont été contractualisés en 2017 et seront encaissés sur le budget principal début 2018.

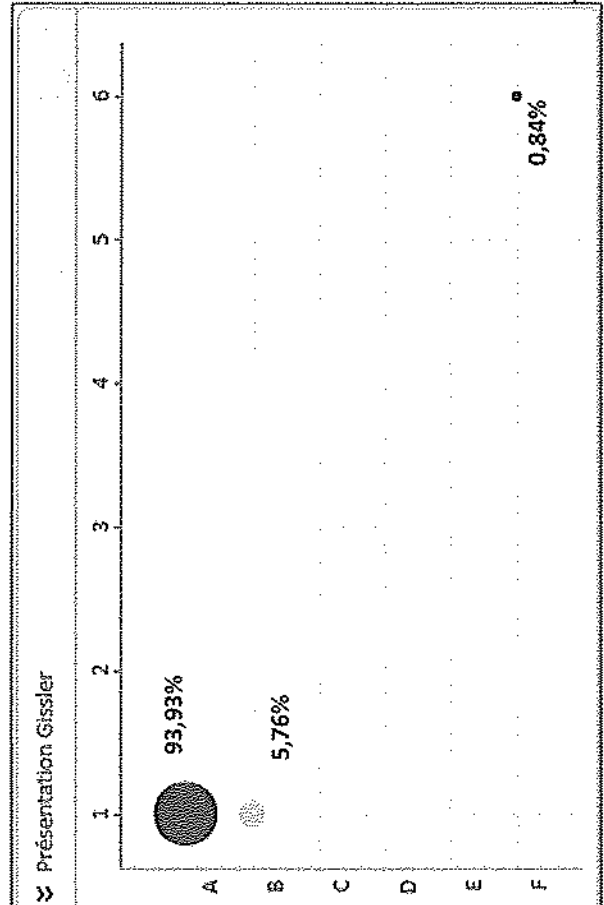


Dette consolidée au 31/12/2017

L'encours de dette de Vichy Communauté est sécurisé par une majorité d'emprunts à taux fixe (67,4%), mais permet aussi de profiter des taux actuellement bas (taux variables non risqués adossés sur le livret A et l'Euribor, pour 18,7% de l'encours).



Les emprunts risqués classés 6F en charte Gissler représentent une part très faible de l'encours global de Vichy communauté (0,84%). Ces emprunts en devise (CHF) s'éteindront en 2020.



Accusé de réception d'un acte en préfecture

Objet de l'acte : DELIBERATION N°7D/ DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 FEVRIER
2018 DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2018

Date de décision: 15/02/2018

Date de réception de l'accusé 20/02/2018

de réception :

Numéro de l'acte : 15FEV2018_7D

Identifiant unique de l'acte : 003-240300426-20180215-15FEV2018_7D-DE

Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 7 .1

Finances locales

Decisions budgetaires

Date de la version de la 19/04/2017

classification :

Nom du fichier : 7D.pdf (99_DE-003-240300426-20180215-15FEV2018_7D-DE-
1-1_1.pdf)